



VIII Sommet
des Amériques
LIMA-PÉROU-2018



HUITIÈME SOMMET DES AMÉRIQUES
13 et 14 avril de 2018
Lima (Pérou)

OEA/Ser.E
CA-VIII/INF.4/18
14 avril 2018
Original: espagnol

**DISCOURS D'OUVERTURE
DE MONSIEUR LUIS ALMAGRO LEMES
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS**

Lima, le 13 avril

Son Excellence Monsieur Martín Vizcarra
Mesdames, Messieurs les chefs d'État et de délégations

Amériques, nous devons nous rendre à l'évidence que nous avons un problème. Et que nous continuerons de l'avoir. La corruption est une maladie héréditaire, auto-immune de tout système politique dont les êtres humains sont les opérateurs. Elle ne connaît de frontières d'aucun genre, qu'elles concernent la nature idéologique ou la sensibilité politique, ou même le degré de force institutionnelle.

Ces dernières années, les scandales de corruption dans tout le continent ont placé le problème sur le devant de la scène, donnant l'impression qu'il s'agit d'un phénomène nouveau ou plus prononcé dans les contextes démocratiques. Cette perception ne peut être plus éloignée de la réalité. La corruption, ce mal qui anéantit les bienfaits et bonnes intentions de la politique, a été persistante et omniprésente dans l'histoire, en particulier lorsqu'on a prétendu ignorer son existence.

La démocratie n'est pas en faute mais elle a plutôt permis d'aborder le problème avec de plus de franchise et nous a forcés à y faire face.

Ce qu'il faut combattre, c'est la maladie et non le système.

Lorsque nous examinons la corruption, comme c'est le cas aujourd'hui dans la plupart de nos pays, le tableau est moins sombre qu'il ne l'était. Il s'agit ici d'être réaliste. Nous devons faire preuve de réalisme quant à la question de la corruption pour tenter d'y remédier. Il convient de partir d'une prémisse dont la logique est empruntée au premier prix Nobel de littérature, John Steinbeck, qui disait : « Ce n'est pas que le mal l'emporte – elle ne l'emportera jamais - mais c'est qu'il ne meurt pas ». La corruption ne peut être détruite complètement. Il n'existe pas de pays qui connaisse un niveau de corruption zéro. Certains connaissent plus de corruption que d'autres. Mais nous devons la vaincre. Et nous devons la vaincre à la mode démocratique.

La première bonne nouvelle est que nous combattons le mal à travers tout le Continent américain et il a été démontré que même si la corruption ne mourrait peut-être jamais, on pouvait la traquer, que l'on pouvait parvenir à une transformation culturelle et institutionnelle et que l'on pouvait vaincre le mal.

Pour vaincre la corruption, il faut en comprendre les causes et nouvelles manifestations dans le contexte d'une démocratie, surtout lorsqu'il s'agit de jeunes démocraties, comme celles d'Amérique

latine. Nous avons toutes les raisons de nous opposer à la corruption. Certaines ont trait à l'argument éthique, selon lequel l'abus de pouvoir et l'impunité sont immoraux, ce qui est vrai

Cela relève d'une évidence : ceux qui exercent des fonctions publiques ne doivent pas voler le produit des impôts d'autrui ni user d'influence à des fins personnelles. Ceux qui sont intéressés par le service public doivent comprendre une bonne fois pour toute que la politique n'est pas une carrière pour gagner de l'argent. S'ils veulent gagner de l'argent, nous devons les orienter vers d'autres métiers. D'autres ont quantifié le coût économique et le coût d'opportunité de la corruption, au détriment du développement économique et social. Il s'agit là aussi d'une idée irréfutable.

En ce qui a trait au lien qui existe entre la corruption et les droits de la personne, deux perspectives différentes ont été examinées.

D'un côté, on a cherché à savoir si la corruption en elle-même, en tant qu'acte accompli par les fonctionnaires, constitue une violation des droits de la personne. Sans aucun doute et d'une manière fondamentale, elle en constitue une, dans la mesure où elle enfreint le principe fondamental d'égalité des chances pour les citoyens, lequel prévaut dans une démocratie. Seuls ceux qui peuvent acheter les droits peuvent y accéder. Elle porte également atteinte à l'intérêt public puisqu'elle provient du chevauchement de l'intérêt public et privé des agents.

C'est la seconde perspective, qui est de toute évidence une conséquence de la première, qui nous préoccupe. C'est lorsque la corruption pousse à l'extrême l'affaiblissement institutionnel au point d'entraîner un enracinement de l'impunité.

Lorsque cela arrive, les garanties inhérentes au droit disparaissent totalement. Cela conduit à une relativisation des droits, ce qui ébranle ou dénature complètement l'état de droit.

L'espace dévolu à la société civile pour dénoncer les manquements est réduite à la portion congrue, lorsque les contrepoids établis dans les constitutions pour assurer des garanties aux citoyens, et qui servent de limites aux pouvoirs de l'État ou à un pouvoir de l'État, cessent d'être juridiquement efficaces, ils cessent également d'être des instruments utiles pour combattre la corruption. Les violations des droits de la personne ou les catastrophes environnementales.

Les forces « de l'ordre » peuvent piétiner les droits sans motifs, avec la complicité des autres pouvoirs de l'État et cela crée les conditions propices aux pires aberrations. Les sociétés les plus corrompues sont également les sociétés marquées par la détérioration des droits de la personne.

Je mentionnerai uniquement les raisons que j'estime pertinentes compte tenu du contexte régional.

La corruption engendre la corruption, et ce à une vitesse supérieure à celle à laquelle la démocratie peut se défendre. Cet abus cause l'instabilité politique et compromet le cadre institutionnel formel tout en mettant en place un cadre parallèle caractérisé par de mauvaises pratiques contagieuses.

Les présidents qui ont renoncé, qui sont poursuivis ou incarcérés, ou subissent des pressions pour agir, et qui finissent par adopter des mesures pour dissimuler ou relâcher la pression, ne représentent que la partie visible.

Il est fort probable que poursuivre des actes de corruption au plus haut niveau implique l'appui de la structure qui sous-tend et appuie le pouvoir. En outre, les responsables de niveau intermédiaire et inférieur suivent l'exemple ou reproduisent à partir au plus haut niveau en termes de permissivité des pratiques de corruption. Pour cette raison, aucune marge de tolérance ne peut être admise. Il faut une tolérance zéro contre la corruption.

En tant que maladie, la corruption peut totalement imprégner un système politique, à partir du sommet ou jusqu'au sommet, et ce jusqu'aux activités les plus courantes d'interaction sociale telle telles qu'obtenir un numéro pour effectuer une formalité administrative de base.

L'absence de mérite dans la fonction publique est également préoccupante. Il s'agit de l'effet qu'ont produit la vague de scandales et les manifestations citoyennes sur la perception des nouvelles générations. La persistance de la corruption dans le domaine politique attire les mauvaises personnes dans les fonctions publiques, décourage et dissuade ceux ont une véritable vocation pour le service public.

Entonces, la política se percibe con una connotación negativa, cuyo sinónimo es sucio. Participar implica muchos riesgos, incluyendo la exposición pública, en vivo y constante en las redes sociales; así como la noción políticamente equivocada que para hacer que el gobierno funcione, son necesarios determinados niveles de corrupción. Eso es absolutamente intolerable

Si queremos liderazgos políticos honestos que sigan profundizando la democracia, en lugar de contaminarla, desde ya se necesita seguir sumando victorias contra la corrupción, victorias aún más contundentes, que pongan a la política y al servicio público bajo una luz más positiva. Esto no puede venir gratis y la sociedad no debe otorgarlo gratuitamente nunca.

Por eso hay que ganárselo, con acción, con resultados, con procesamientos y condenas, con la construcción de instituciones más fuertes. Nuestra misión no puede fracasar en estos aspectos. No tenemos tampoco todo el tiempo del mundo para lograrlo, la lentitud y la mediatización con fines extraños a la lucha contra la corrupción no son aceptables, necesitamos investigadores e investigación, necesitamos compromiso institucional, necesitamos resolver las causas esenciales que permiten que la corrupción sobreviva en el sistema político, necesitamos eliminar las causales de la impunidad.

Tenemos que entender que debemos hacerlo, que perder el tiempo sean dos días o dos años sólo favorece a los corruptos o a la corrupción.

Parte de eso significó a nuestra contrariedad respecto a cómo funcionaba la Misión de Apoyo contra la Corrupción y la Impunidad en Honduras (MACCIH), pero la hemos curado en buena parte de su ineficiencia y de sus irregularidades internas; más fuerte ahora enfrenta más problemas, de los que la han atacado injustamente a partir de los cambios y de las condiciones que debe confrontar, pero nada detendrá los resultados que van a venir.

Es esencial ganarle a la corrupción porque ha alimentado permanentemente los niveles de insatisfacción del ciudadano con la democracia. Es decir, la enfermedad de la corrupción hace que la democracia se debilite y empieza a generar importantes disfuncionalidades.

La desconfianza con los partidos políticos y la insatisfacción con el sistema se ha acentuado en 2017, según mediciones fidedignas de Latinobarómetro.

Lo paradójico es que, al elevar la desilusión y desencanto con la democracia con base en la bandera anti-corrupción, más han crecido las probabilidades del surgimiento de candidaturas mesiánicas, más se ha abierto el espacio para que populismos demagogos, con poca vocación institucional, lleguen al poder.

Es irónico: el rechazo ciudadano a la corrupción abre el camino a candidaturas que son igual o peor que lo que se rechaza inicialmente, que se levantan de manera demagógica, como si la lucha contra la corrupción fuera una lucha contra la democracia.

No hay recetas mágicas, pero desde la política debemos defender los derechos de los ciudadanos porque es la manera más eficiente de atacar el problema.

Aunque es difícil arribar a una lista de soluciones específicas, es factible acordar una meta y hoja de ruta común que enmarque nuestras acciones. Es necesaria nuestra cooperación y es necesaria nuestra solidaridad internacional, es necesario avanzar en el esquema y propuesta que ha trazado la Declaración de Lima

No podemos aceptar la corrupción promoviendo soluciones anti-democráticas, la aplicación de un modelo mesiánico, lejos del escrutinio y los derechos de la gente, esquemas que solamente terminan favoreciendo la impunidad de las autoridades y desestructurando las variables de independencia de la justicia. La justicia obviamente debe combatir la impunidad, pero la justicia tampoco significa linchamiento.

Los sistemas donde se pretende que no pasa nada, hacen como si la corrupción es un mal ajeno, la misma nunca es juzgada y se declara la misma prácticamente inexistente, ello ha pasado durante la mayor parte de operación de Odebrecht y PDVSA, así como lo que documentan los llamados Panamá y Paradise papers.

Si bien se van generando reacciones y condenas, la tentación de ceder a la impunidad en pos de una supuesta “governabilidad” o preservación del sistema, ha prevalecido en varias ocasiones. Eso pasa cuando la lucha contra la corrupción se transforma en un elemento decorativo que sirve para asegurar gobernabilidad y no para asegurar justicia, eso pasa cuando los actores de la lucha contra la corrupción se transforman en actores mediáticos o pasan a formar parte del mismo foro político.

Los instrumentos o misiones para luchar contra la corrupción no pueden ser decorativos, deben ser eficientes, no deben perder tiempo, deben ser absolutamente apegados a metodologías científicas de investigación.

Pedimos se refuercen los instrumentos de lucha contra la corrupción como se han fortalecidos los instrumentos de defensa de derechos humanos en el sistema interamericano. Es necesario que el Mecanismo de Seguimiento de la Convención Interamericana contra la Corrupción (MESICIC) tenga recursos suficientes para hacer mejores misiones, para un más efectivo seguimiento de las recomendaciones que formula, para que las mismas sean implementadas y llevadas a la práctica y no se transformen en meros ejercicios burocráticos o repetitivos.

En realidad, respecto a la corrupción, solamente tenemos una opción: enfrentarla y lucharla llevar la lucha hasta el final.

Luchar siempre parece más difícil. Pero luchar es lo que debemos hacer. De forma gradual debemos de hacer esta transición, dentro de nuestras sociedades y de la democracia misma, donde convirtamos cada caso de altos niveles de corrupción y alta impunidad, hacia el fin de la impunidad y la certeza de la justicia.

Cada ciudadano/ciudadana, cada educador, cada persona, cualquiera sea su edad es responsable de lograr un cambio cultural indispensable. En esta ruta definitivamente no sólo somos partícipes los líderes, los políticos, los diplomáticos. En esta todos, todas tenemos un rol que cumplir. La responsabilidad compartida es el costo que pagamos por la libertad y la democracia.

Cada paso en la lucha contra la corrupción importa.

El antídoto definitivo contra la corrupción es el que impregna los valores y principios de nuestra comunidad hemisférica: democracia, derechos humanos, garantías fundamentales libertades fundamentales.

Para no fallar debemos concentrar nuestros esfuerzos en estos tres bastiones consustanciales a nuestra colectividad hemisférica.

Honrar el acumulado histórico de nuestros predecesores implica trabajar cada día para tener países más democráticos, donde la promoción y protección de los derechos humanos sea la prioridad y las libertades la regla, porque eso nos acerca a soluciones en el tema de la corrupción.

Anclar nuestros principios con fuerza en dichos valores y proyectar un hemisferio próspero.

Vale siempre recordar que el corrupto y el opresor son parientes cercanos.

El opresor que desnaturaliza los derechos de su pueblo para transformarlos en riqueza e impunidad personal navega con toda comodidad en las aguas de la corrupción.

Y a su vez, el corrupto oportunista no encuentra mejor ambiente para florecer que el de las dictaduras o el de la debilidad del Estado de Derecho.

Debemos demostrar que los derechos humanos deben ser protegidos siempre y en todo caso, porque es la mejor de asegurar esta lucha efectiva contra la corrupción. Un ejemplo extremo del más ruin desprecio por los derechos humanos del que son capaces las dictaduras es el ataque con armas químicas del gobierno sirio contra su propia población. Ante esos crímenes de lesa humanidad no podemos permanecer callados. Debemos que tomar acción.

Nuestros antecesores fueron sabios al forjar el herramental jurídico y político de nuestra comunidad hemisférica; debemos ser consecuentes con ellos, debemos resolver los temas fundamentales porque eso significa avanzar para librarse de la corrupción.

Y es existencial, y consustancial a nuestros valores, recuperar la democracia para los ciudadanos de todo del Hemisferio, aun aquellos que hoy viven por fuera del Estado de Derecho y las libertades.

Debemos tener presente en nuestra cabeza y en nuestra alma a los presos políticos, a los familiares de las víctimas de la represión, a los que padecen hambre y enfermedad, a los que no pueden votar ni expresarse libres del miedo, nos están mirando, nos están escuchando. Mirar para otro lado al respecto también es corrupción.

A todos los que alguna vez padecieron una dictadura y a todos los demás que no merecen padecerla nunca.

Ante ellos debemos rendir cuentas cada día.

Sabiendo que nuestra deuda como líderes no estará saldada hasta tener un Hemisferio próspero, seguro, sin corrupción y con 35 naciones libres, respetuosas de los derechos humanos y viviendo en democracia.

Gracias